



Facebook nomme un censeur israélien au conseil de surveillance

Description

Par Tamara Nassar, le 26 mai 2020



Facebook a l'habitude de censurer les journalistes et organes de presse palestiniens sur sa plateforme. ([Anthony Quintano / Flickr](#))

Facebook a engagé l'ancienne directrice générale du ministère de la justice israélien comme membre de son [nouveau conseil de surveillance](#).

Cet organe déterminera effectivement les contenus à censurer ou à autoriser sur la plateforme des réseaux sociaux.

Emi Palmor a dirigé le ministère de la justice de 2014 jusqu'à son [licenciement](#) l'année dernière.

Sous sa direction, le ministère israélien de la justice a demandé à Facebook de censurer le discours légitime des défenseurs des droits humains et des journalistes parce qu'il était jugé politiquement indésirable, ont déclaré ce mois-ci des groupes de la société civile palestinienne.

Les groupes ont condamné la sélection de Palmor par Facebook, mettant en garde contre son rôle potentiel dans le musellement de la liberté d'expression et la censure des défenseurs des droits humains, en particulier les voix palestiniennes, arabes et musulmanes sur la plateforme.

La Coalition des Droits Numériques Palestine, le Conseil des Organisations Palestiniennes des Droits Humains et le Réseau des Organisations Non Gouvernementales Palestiniennes demandent instamment à Facebook de considérer les graves conséquences que le choix d'Emi Palmor pourrait avoir en particulier sur les défenseurs des droits de l'homme palestiniens et sur la liberté d'expression en ligne pour la défense des droits des Palestiniens.

Qui est Emi Palmor ?

La période où Emi Palmor était le plus haut fonctionnaire du ministère de la justice israélien a coïncidé avec le mandat d'Ayelet Shaked en tant que ministre.

Ironiquement, Ayelet Shaked est devenue célèbre avant d'assumer ce rôle pour avoir publié sur Facebook un article [incitant au génocide des Palestiniens](#).

Sous la supervision de Palmor, le ministère a formé une cyber-unité qui a aussi retiré des dizaines de milliers de messages palestiniens des plateformes de médias sociaux.

Adalah, un groupe qui défend les droits des Palestiniens en Israël, a objecté que les pratiques de cette unité n'étaient pas légales.

[Selon Adalah](#), l'unité adresse des demandes au procureur de l'état israélien, faisant appel à Facebook et Google pour supprimer, restreindre ou suspendre l'accès à certains contenus, pages ou utilisateurs.

Adalah affirme que cela se fait sans aucune transparence ni procédure légale, et sans cadre permettant aux utilisateurs de se défendre contre les allégations selon lesquelles leurs posts sont illégaux ou méritent d'être supprimés.

Facebook protège Israël

Les [appels à la censure](#) des plateformes de médias sociaux se sont multipliés de la part des élites médiatiques et politiques américaines, en particulier après qu'elles aient fait état d'[allégations fausses](#) ou [sans preuves](#) d'un effort massif soutenu par la Russie pour utiliser les médias sociaux afin d'influencer les élections présidentielles américaines de 2016 en faveur de Donald Trump.

L'Union européenne [s'est engagée à aider Israël](#) à lutter contre la liberté d'expression.

Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, a [témoigné](#) devant le Congrès américain en octobre, où il a été invité à répondre aux allégations du personnel politique.

La congressiste new-yorkaise Alexandria Ocasio-Cortez a ajouté sa voix à un chœur bipartisan demandant à Facebook de mettre en place un processus de vérification des faits concernant les annonces politiques.

"So, you won't take down lies or you will take down lies? I think that's just a pretty simple yes or no."

Complete exchange between [@RepAOC](#) [@AOC](#) and Mark Zuckerberg at today's House Financial Services Cmte hearing.

Full video here: <https://t.co/heT7Psnlp1> pic.twitter.com/0iiWtfU5gQ

à CSPAN (@cspan) [October 23, 2019](#)

Mais nommer les entreprises de la Silicon Valley comme arbitres de la vérité et décider du contenu à *retirer ou à laisser en place* servira en fin de compte à écraser la dissidence et à censurer les voix les plus vulnérables.

Les Palestiniens peuvent déjà en témoigner.

Facebook [supprime habituellement](#) les pages des organisations de presse palestiniennes, souvent sans préavis ni justification.

Souvent, Facebook applique la censure au nom d'Israël, à [la louange](#) des dirigeants israéliens de droite.

Au fil des ans, on a vu de nombreux exemples de plateformes de réseaux sociaux fermer des comptes et des pages de sites d'information, de journalistes et de militants palestiniens après avoir cédé aux pressions politiques d'Israël.

La propre documentation de Facebook [révèle](#) qu'elle se conforme à la grande majorité des demandes de retrait du gouvernement israélien.

Le nombre de demandes du gouvernement israélien a fortement augmenté au fil des ans, tout comme la volonté de Facebook de censurer ses utilisateurs pour le compte d'Israël.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine.

Source : [The Electronic Intifada](#)

date création

2020/05/27